RSF adresse une lettre ouverte au président Pierre Nkurunziza

Reporters sans frontiÃ¨res, 7 mai 2013AlerteÂ : Danger pour la libertÃ© de l'information au Burundi Le 7 mai 2013, RSF a adressÃ© une lettre ouverte au prÃ©sident Pierre Nkurunziza pour lui faire part de son inquiÃ©tude quant Ã la libertÃ© de l'information au Burundi et pour lui demander de ne pas promulguer la loi sur les mÃ©dias adoptÃ©e par le Parlement.Voici le texte de la lettre :Monsieur le PrÃ©sident, Au lendemain de la cÃ©lÃ©bration de la JournÃ©e mondiale de la libertÃ© de la presse, Reporters sans frontiÃ¨res vous demande solennellement de bien vouloir ne pas promulguer la loi sur les mÃ©dias votÃ©e en avril par le parlement.
AdoptÃ© au dÃ©but du mois par l'AssemblÃ©e nationale, puis le 19 avril par le SÃ©nat, ce texte fait grandement dÃ©bat, d'auta plus qu'il intervient dans un climat difficile pour la presse burundaise, dÃ©jÃ marquÃ©e par la longue incarcÃ©ration de Hassan Ruvakuki et plusieurs agressions graves de journalistes.Il ne faudrait pas interprÃ©ter, Monsieur le PrÃ©sident, les nombreuses protestations de la presse, des associations et des institutions internationales comme des rÃ©flexes de dÃ©fiance Ã l'encontre de l'action gouvernementale en gÃ©nÃ©ral. Ces rÃ©actions traduisent simplement une inquiÃ©tude lÃ©gitime. En restreignant les sujets accessibles aux journalistes et en augmentant lourdement les peines et amendes, le projet de loi limite considÃ©rablement la capacitÃ© d'investigation des mÃ©dias et fait planer le risque d'une hausse de l'autocensure. A deux ans des prochaines Ã©chÃ©ances Ã©lectorales nationales, son adoption aurait donc des consÃ©quences dÃ©sastreuses pour le pluralisme, la transparence, et plus gÃ©nÃ©ralement la dÃ©mocratie au Burundi. C'est pourquoi, en cette pÃ©riode aussi grave que dÃ©cisive, nous nous en remettons Ã votre bienveillance. En faisant barrage Ã l'entrÃ©e en vigueur de ce texte, vous apporteriez la preuve de votre attachement Ã la libertÃ© de l'information. Si au contraire vous promulguiez cette loi, vous enverriez un signal terriblement nÃ©gatif Ã vos concitoyens, Ã la communautÃ© internationale ainsi qu'Ã l'ensemble des partenaires du Burundi. Notre organisation reste convaincue que vous saurez faire preuve de la hauteur de vue nÃ©cessaire pour laisser les mÃ©dias jouer pleinement leur rÃ´le, si nÃ©cessaire Ã la vitalitÃ des dÃ©mocraties. Je vous remercie par avance de l'attention que vous voulez bien accorder Ã notre requÃªte et je vous prie d'agrÃ©er, Monsieur le PrÃ©sident, l'assurance de ma trÃ¨s haute considÃ©ration. Christophe DeloireSecrÃ©taire gÃ©nÃ© de Reporters sans frontiÃ¨res